



## AVANT-PROPOS

**D**urant les dernières années, le continent a accompli des progrès gigantesques dans tous les domaines du développement économique et humain, comparables à ceux d'autres régions du monde empruntant des trajectoires économiques similaires et ayant compté en leur sein certaines des économies qui ont enregistré la croissance la plus rapide dans une économie mondiale sous contrainte. Bien que ses moteurs de croissance se diversifient, le continent reste cependant fortement tributaire de la production et de l'exportation de matières premières, et la part du secteur manufacturier a stagné autour de 11 % au cours de la dernière décennie. En conséquence, de nombreuses économies africaines sont vulnérables aux fluctuations des prix des produits de base et le continent abrite toujours la plus forte proportion de personnes pauvres et une population de jeunes qui ne cesse de croître.

L'industrialisation est une impérative pour l'Afrique si elle veut réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 dans l'économie mondiale, handicapée par le changement climatique et impulsée par des chaînes d'approvisionnement compétitives et la dynamique complexe de l'offre et de la demande. En effet, la transformation structurelle de l'économie accélérée et profonde – à travers la réallocation des activités économiques de secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité en vue de réaliser une croissance durable et inclusive – est le seul moyen de combattre la pauvreté chronique sur le continent.

L'industrialisation de l'Afrique doit mettre l'accent sur le marché régional grâce à l'intensification des échanges avant de s'étendre à la chaîne d'approvisionnement mondiale, un accent spécial étant mis sur les produits agricoles transformés et les exportations de minéraux qui ajoutent de la valeur. Par exemple, le fait de transformer seulement 5 % de notre volume d'exportations de minéraux, avant de les exporter, peut permettre de créer 5 millions d'emplois par an. D'après des estimations récentes, les pays africains dépensent environ 30 milliards de dollars par an pour importer des aliments transformés. Il est possible d'inverser cette tendance grâce à la transformation alimentaire à valeur ajoutée, qui permettrait de créer un très grand nombre d'emplois, notamment en faveur de notre population croissante de jeunes.

Comment l'Afrique devrait-elle poursuivre son industrialisation? Plusieurs voies se présentent mais du fait qu'elle est arrivée tardivement à l'industrialisation, elle peut définir et concevoir sa propre trajectoire, en tenant compte de ses propres réalités et en tirant parti de l'histoire et des expériences d'autres régions. Le continent peut également faire l'impasse sur les méthodes de croissance traditionnelles à forte intensité de carbone et se faire le champion d'un modèle de développement à faible intensité de carbone. Il peut aussi tirer avantage des nouvelles innovations et technologies ainsi que des nouveaux modèles commerciaux en s'installant sur une trajectoire utilisant nos ressources naturelles de manière optimale et efficiente en tant que facteurs de production dans un processus d'industrialisation fondé sur nos réserves d'énergie propre.



Pour les raisons que voilà, la CEA a choisi cette année – pour annoncer que l'ère est venue pour l'Afrique de poursuivre une trajectoire différente en matière d'industrialisation, en bref, une trajectoire qui permette à la région de réaliser une industrialisation verte. Ce faisant, l'Afrique poursuivra son programme de développement selon un modèle qui garantit que la croissance économique est vraiment durable et inclusive grâce aux emplois verts et aux retombées positives. C'est cette nouvelle niche que la Commission économique pour l'Afrique considère comme une formule gagnante – qu'on ne regrette pas par la suite – qui garantira à l'Afrique une place centrale dans l'économie mondiale. Une telle transformation entraînera des gains de productivité considérables dans les zones rurales avec des centres dynamiques d'entreprises agroalimentaires et des liens avec l'activité industrielle.

En s'appuyant sur des études de cas de pays africains, le rapport montre que l'industrialisation écologique constitue une bonne nouvelle. Un certain nombre de pays ont déjà mis en place les cadres stratégiques et normatifs pour l'industrialisation écologique. Un bon nombre d'entreprises prennent l'initiative pour mettre en œuvre des mesures écologiques, motivées à la fois par les exigences juridiques et les possibilités de retours sur leurs investissements ainsi que par la nécessité d'avoir un modèle commercial durable à long terme. Cependant, de plus en plus de pays ont besoin de suivre cet exemple et le présent rapport constitue un point de départ pour mutualiser les enseignements et transposer les bonnes pratiques sur la manière de nous développer selon une trajectoire à faible émission de carbone qui soit inclusive.

L'édition de 2016 du Rapport économique s'inspire de 12 pays africains où l'industrialisation écologique gagne du terrain. Elle complète les éditions précédentes du rapport en mettant l'accent tant sur la qualité de l'industrialisation que sur les possibilités de modernisation tout au long de la chaîne de valeur. Le rapport adopte une approche systémique de l'industrialisation écologique en donnant des exemples provenant de chaînes de valeur dans des secteurs clés, notamment l'agriculture, l'énergie, les activités extractives, le secteur manufacturier, les transports et l'eau et explique, avec des arguments crédibles, pourquoi il est avantageux de poursuivre une industrialisation écologique.

De nombreux enseignements de grande portée se dégagent du rapport. Les coûts d'une industrialisation selon le modèle suivi jusqu'ici, sont extrêmement élevés. L'industrialisation doit se faire selon une trajectoire à faible émission de carbone et inclusive. De fait, le rapport montre que cette voie permettrait de créer des emplois, d'accroître les retours sur investissement, d'utiliser les ressources finies efficacement, de réduire les dégâts causés à l'environnement, de renforcer la compétitivité au plan mondial et d'assurer la viabilité commerciale à long terme des entreprises. Mais pour effectuer cette transition, il faut opérer un changement par étapes, en reconnaissant que des retouches superficielles ne sont pas le moyen de transformer les économies africaines et encore moins de réaliser la croissance inclusive qui puisse donner un sentiment de pouvoir et inspirer confiance aux communautés qui, pendant longtemps, sont restées en marge du développement.

La transformation structurelle fondée sur l'industrialisation écologique, ne se produira pas spontanément. Pour qu'elle ait lieu, il faut des politiques cohérentes ancrées dans une stratégie de développement cohérente, sous la direction éclairée d'un leadership transformateur. Le rapport préconise que les gouvernements prennent des mesures audacieuses maintenant et engagent les moyens d'intervention nécessaires. Cela peut se faire au travers de sept actions clefs :



Premièrement, les pays doivent revoir leurs plans et stratégies de développement nationaux afin de déterminer les opportunités et les points d'entrée pour une industrialisation écologique et élaborer une vision en matière de croissance verte pour l'ensemble de l'économie. Deuxièmement, il est nécessaire d'identifier des politiques et des interventions claires, uniformes et cohérentes et associant toutes les principales parties prenantes. Troisièmement, il faut nouer des partenariats et utiliser au mieux les ressources publiques limitées afin de mobiliser des investissements du secteur privé et de sources diverses, qui soient alignés sur les priorités nationales. Quatrièmement, il est nécessaire d'investir dans l'innovation, l'infrastructure, la recherche en collaboration, l'intégration régionale et le commerce régional en tant que principaux catalyseurs de l'industrialisation écologique. Cinquièmement, il faut adopter une approche d'apprentissage par la pratique en partageant les meilleures pratiques et en apprenant de l'expérience d'autres pays afin de passer directement au programme d'industrialisation écologique. Sixièmement, il est nécessaire de mettre en place et renforcer les capacités institutionnelles et humaines nationales qui permettront de matérialiser la vision de la croissance verte. Et septièmement, il faut suivre et revoir régulièrement les visions vertes et les instruments d'intervention nationaux afin de susciter des améliorations continues.

J'ai bon espoir que le présent rapport servira de catalyseur pour instaurer ce nouvel ordre et donner à nos citoyens l'Afrique que nous voulons. L'heure de l'Afrique a sonné. Nous possédons en nous les moyens de nous affranchir de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et d'opter pour une nouvelle formule de croissance plus propre et plus efficace, qui nous permettra de réaliser une prospérité partagée pour nos populations. Une grande opportunité nous est offerte et le continent et ses populations peuvent faire un grand bond en avant pour la saisir.

**Carlos Lopes**

Secrétaire général adjoint de l'ONU  
Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique

